

**PLAN GENERAL DE COORDINATION SPS Catégorie 3 avec
risques**
**45_ARDON_INRAE_AMENAGEMENT LABORATOIRE BATIMENT
EXISTANT_SPS ORLEANS**
N° du Dossier : UC45S4520244301526

Coordonnées du Maître d'ouvrage

INRAE
Monsieur CLAVIER

37380 NOUZILLY

Document établi à INGRE le 08/04/2024

Objet : Mission CSPS : 45_ARDON_INRAE_AMENAGEMENT LABORATOIRE BATIMENT EXISTANT_SPS - Remise du PGC indice 0

Nos références : UC45S4520244301526

Monsieur,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint, un exemplaire du Plan Général de Coordination concernant l'affaire reprise en objet.

Dès validation du présent document par vos soins, il convient de le joindre au dossier de consultation des entreprises.

Vous souhaitant bonne réception.

Veuillez agréer, Monsieur, mes sincères salutations.

MONTHEL Julien



Coordonnateur SPS



**PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION
En Matière de Sécurité et de
Protection de la Santé**

R 4532-43

45_ARDON_INRAE_AMENAGEMENT LABORATOIRE BATIMENT EXISTANT_SPS

2163 avenue de la pomme de pin
45075 ORLEANS

Date : 08/04/2024

N° du Dossier : UC45S4520244301526

Maître d'oeuvre

Cabinet Dominique CAILLIET

394 route de Viroy
45200 AMILLY

Le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection est un document appelé à évoluer

Version	Observations	Date
Version initiale		08/04/2024

Etabli conformément aux Article R 4532-42 à R 5632-51 du décret 2008-244 du 7 mars 2008 en application le 1er mai 2008



REGLES COMMUNES

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de la Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et son décret d'application n° 94-1159.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention :

- a) Éviter les risques,
- b) Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- c) Combattre les risques à la source,
- d) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- g) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- h) Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes a, b, c, e, f, g et h sont applicables au maître d'ouvrage, aux maîtres d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes a, b, c, d, e, f, g, h et i sont applicables aux entrepreneurs ; les principes a, b, c, e et f sont applicables aux travailleurs indépendants.

Objet : Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité de Protections de la Santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures de coordination propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier ou **la succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Accès à l'opération : Les entreprises titulaires et sous-traitantes n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier même s'il existe des contraintes de délais.

Responsabilités : L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie Civil (article L 4352-6 du code du travail).

Textes applicables :

Lois, décrets et règlements concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

CODE DU TRAVAIL avant et après mai 2008- IVème partie Santé Sécurité au Travail.



SOMMAIRE

CHAPITRE I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET ADMINISTRATIFS.....	5
1) PRÉSENTATION ET SITUATION.....	5
2) CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX EN RÉALISATION.....	5
3) AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES	6
4) MOYENS ET AUTORITÉS DU COORDONNATEUR SPS DÉFINIS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE	7
a) Les principales obligations du maître d'ouvrage.....	7
b) Autorité conférée au coordonnateur SPS définie par le maître d'ouvrage.....	7
c) De la part du Maître d'œuvre	7
d) De la part des titulaires des marchés.....	7
5) INTERVENANTS SUR LE CHANTIER	8
CHAPITRE II - IMPLANTATION ET CARACTERISTIQUE DU SITE	10
CARACTÉRISTIQUE DU SITE	10
a) Ouvrages existants.....	10
b) L'environnement du chantier.....	10
c) Matériaux dangereux.....	11
CHAPITRE III - MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION DU CHANTIER....	12
MESURES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION.....	12
a) Mesures générales.....	12
b) Fermetures chantier.....	14
c) Circulations des véhicules.....	14
d) Cheminement piétonnier.....	15
e) Nettoyage et évacuation des déchets.....	15
f) Mise en commun des moyens dans le cadre de l'organisation générale.....	15
g) Mise en œuvre des protections collectives.....	16
h) Manutention et approvisionnement.....	16
i) Stockage et entreposage.....	17
j) Réseaux de distribution en énergie	17
k) Risques spécifiques.....	18
CHAPITRE IV - TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	19
TRAVAUX PRÉSENTANT DES RISQUES PARTICULIÈREMENT AGGRAVÉS, PAR LA NATURE DE L'ACTIVITÉ OU DES PROCÉDÉS MIS EN ŒUVRE OU PAR L'ENVIRONNEMENT DU POSTE DE TRAVAIL OU DE L'OUVRAGE EXPOSANT LES TRAVAILLEURS.....	19
Travaux a risques particuliers.....	19
CHAPITRE V - MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES	20
MESURES DE COORDINATION PAR TRAVAUX	20
a) De désamiantage / déplombage.....	20
b) De démolition / curage.....	20
c) De VRD.....	20
d) De Fondations.....	21
e) De gros œuvre.....	21
f) De Charpente.....	23
g) Echafaudages.....	23
h) De menuiseries extérieures	24
i) De plâtrerie.....	24
j) Lots techniques.....	24
k) Revêtement de sols.....	25
CHAPITRE VI - MESURES GENERALES DE SALUBRITE	26
MESURES GÉNÉRALES	26
a) VRD Primaires	26
b) Installation de chantier	26
INSTALLATIONS OBLIGATOIRES SUR LES CHANTIERS DU BTP	27
ARMOIRE SÉCURITÉ SUR CHANTIER	29
TRAVAIL DE NUIT OU PÉRIODE HIVERNALE	29
CHAPITRE VII - ORGANISATION DES SECOURS.....	31



MOYENS D'ALERTE.....	31
Téléphone.....	31
Consigne de sécurité.....	31
MOYENS DE SECOURS.....	31
Sauveteurs secouristes du travail.....	31
CHAPITRE VIII - MODALITÉ DE COOPÉRATION ; ARTICLE R 4532-6	34
• PRÉAMBULE.....	34
CHAPITRE IX - ANNEXES.....	38
• LISTE DES ANNEXES.....	38
LISTE DES ENTREPRISES DÈS QUE RETENUES.....	38
TRAME DU PPSPS (SUR DEMANDE).....	38



CHAPITRE I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET ADMINISTRATIFS

Complétant notamment la déclaration préalable

1) Présentation et situation

Le présent marché consiste à réaliser :

Les travaux sont situés :
2163 avenue de la pomme de pin
45075 ORLEANS

2) Calendrier prévisionnel des travaux en réalisation

Les travaux se dérouleront dans un délai de 6 mois.
Les travaux devraient commencer (prévision) le 01/05/2024.
Le calendrier des travaux lot par lot se trouve en annexe du DCE ; celui-ci sera harmonisé avec le planning de coactivité.

Phasage de l'opération

Les travaux se dérouleront en 1 phases, en Lots séparés et en 7 lots.

N° de lot	Nom du lot
01	GROS OEUVRE, VRD
02	CHARPENTE
03	MENUISERIES EXTERIEURES
04	DOUBLAGE, CLOISONS, PLAFONDS
05	RESINE
06	ELECTRICITE
07	CVC

Mode de consultation, de passation et type de marchés

Mode de consultation	Mode de passation des marchés	Types de marchés
	Lots séparés	Public

Effectif prévisionnel en pointe : 5 hommes/ jour

Classement du chantier : Le Maître d'ouvrage a classé le chantier en Catégorie 3 avec risques

Le plan général de coordination initial (indice 0) est élaboré pour l'intégrer au dossier de consultation des entreprises.

3) Autorisations administratives

Sous la responsabilité des entreprises

Demande de renseignements par le Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communiquera aux entreprises le Numéro de la Déclaration des Travaux (DT) afin que les entreprises puissent réaliser les DICT auprès de l'ensemble des concessionnaires

Demande de renseignements par les entreprises

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux :
DICT : à demander en phase de préparation de chantier par l'entrepreneur concerné à l'ensemble des concessionnaires concernés. Elle sera valable 3 mois et devra être reconduite si nécessaire.
Sites à consulter – voir article E- Services extérieurs et concessionnaires

Chaque entreprise concernée devra déposer une DICT avant le démarrage des travaux.
Les entreprises employant sur le chantier plus de 10 salariés pendant au moins une semaine devront adresser une déclaration d'ouverture de chantier aux organismes institutionnels de la prévention.
Les demandes d'arrêtés ou d'autorisations de voiries sont à effectuer auprès des services techniques de la ville ORLEANS auprès du Conseil Général du département ou au Conseil Régional de la région, à la DIRSO, SNCF etc...

PPSPS des entreprises

Chaque entreprise devra adresser son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé à L'Inspection du Travail et aux autres organismes de prévention ainsi que les copies nécessaires au coordonnateur pour diffusion aux autres entreprises.
Situation de danger grave et imminent : droit de retrait.
Dispositif des articles L 4131-3 du code du travail.

Premières consignes

Les réseaux existants doivent être tracés au sol avant les premiers coups de pelle.
Pour Les réseaux aériens ; ils devront être protégés, déplacés ou un portique sera installé.
L'ensemble de ces mesures devront être réalisées avant toute intervention de matériel.



4) Moyens et autorités du coordonnateur SPS définis par le maître d'ouvrage

a) Les principales obligations du maître d'ouvrage

Obligation de faire :

- Appliquer les PGP (Principes Généraux de Préventions) Article L 4531-1
- Déclarer les opérations de niveau I et II Article L 4531-1 à 2
- Désigner le Coordonnateur SPS compétant doté de l'autorité et des moyens nécessaires à sa mission (Article R 4532-25 et R 4532-26)
- Réaliser les VRD préalables pour les opérations de bâtiment > 760 000 € Article R 4533-1 à 7
- Organiser les rapports entre maître d'œuvre, entreprises et coordonnateurs SPS Article R 4532-6
- Conserver le PGC pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage Article R 4532-51
- Conserver et transmettre le DIUO Article R 4532-16
- Constituer le CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie Article L 4532-10
- Se concerter avec les autres maîtres d'ouvrage en cas de pluralité d'opérations, avec risque d'interférences Article L 4531-3
- Veiller à la mise en application des principes généraux de prévention Article L 4531-1
- Faire établir le PGC par le Coordonnateur SPS et le joindre au dossier de consultation des entreprises Article R 4532-42
- Faire ouvrir le registre journal de la Coordination par le Coordonnateur SPS Article R 4532-38
- Faire constituer le DIUO par le Coordonnateur SPS Article R 4532-95

b) Autorité conférée au coordonnateur SPS définie par le maître d'ouvrage.

- Le Maître d'Ouvrage confère au coordonnateur autorité par rapport à l'ensemble des intervenants dans l'opération, titulaire du marché, entrepreneurs co-traitants ou sous-traitants, employeurs ou travailleurs indépendants.
- Pendant la durée de l'exercice de sa mission, s'il constate la présence d'un danger grave, le coordonnateur disposera de l'autorité nécessaire pour :
 - Demander à tout intervenant qui ne respecterait pas les mesures de coordination ou les procédures de travail ou ses obligations en matière de sécurité et de santé de s'y soumettre sans délai,

c) De la part du Maître d'œuvre

- Le nom et les coordonnées des entreprises devant travailler sur le chantier,
- Les comptes-rendus des réunions de chantier,
- Les mises à jour du planning général des travaux.

d) De la part des titulaires des marchés


- Les plannings détaillés de réalisation des travaux ainsi que leurs mises à jour,
- La liste tenue à jour des sous-traitants devant intervenir sur le chantier ainsi que les travailleurs indépendants (noms, adresses, activités, noms des responsables, dates et durées approximatives d'interventions, effectif prévisible).



5) Intervenants sur le chantier

Intervenants sur le chantier (maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvres, Coordonnateur SPS)



Maître d'ouvrage

Coordonnées de la maîtrise d'ouvrage		Contact	Tel / Email
	Mandataire INRAE 37380 NOUZILLY	Monsieur CLAVIER Jean-Christophe	Tel : Mob : Email : jean-christophe.clavier@inrae.fr




Maître d'Œuvre

Coordonnées de la maîtrise d'œuvre		Contact	Tel / Email
	Mandataire Cabinet Dominique CAILLIET 394 route de Viroy 45200 AMILLY	Monsieur DAUBRY Maxime	Tel : 02 38 93 20 55 Mob : 06 08 48 33 43 Email : maximedaubry@orange.fr

Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé

Coordonnées du Coordonnateur SPS		Contact	Tel / Email
	Mandataire UMAN CONTROL	Monsieur SEGANTI Laurent	Tel : Mob : 07 45 20 97 99 Email : Laurent.seganti@uman.co
	Mandataire UMAN CONTROL	Monsieur MONTHEL Julien	Tel : Mob : 06 32 84 20 35 Email : julien.monthel@uman.co




Intervenants sur le chantier (maîtrise de chantier, contrôle etc...)

Coordonnées des intervenants		Tel/Email
	CARSAT CARSAT CENTRE	Tél : 02 38 79 70 00 Email :
	OPPBTP OPPBTP CENTRE	Tél : 02 38 83 60 21 Email :
	DREETS DREETS	Tél : Email : ddets-uc1@loiret.gouv.fr








--	--	--

Intervenants sur le chantier (services)

Raison sociale Services		Tel / Email
	GRDF - fuite de Gaz	Tel : 0 800 47 33 33 Email :
	Urgences EDF	Tel : 09 72 67 50 03 Email :
	mairie d'Orléans 1, place de l'étape 45000 ORLEANS	Tel : 02 38 79 22 22 Email :

Services de secours

Raison sociale Secours		Tel / Email
	CENTRE ANTI POISON	Tel : 04 72 11 69 11 Email :
	POLICE	Tel : 17 Email :
	SAMU	Tel : 15 Email :
	Service Département d'incendie et de secours	Tel : 18 Email :
	Centre Hospitalier Régional D'Orléans Hôpital de La Source 14, avenue de l'hôpital 45100 ORLEANS	Tel : 02 38 51 44 44 Email :

Services médicaux

Coordonnées		Contact	Tel / Email
	Docteur Pierre GARCIA 14, allée Pierre BEREGOVY 45100 ORLEANS		Tel : Mob : Email :
	La source ophtalmologie 14, avenue de l'hôpital		Tel : Mob :

	45067 ORLEANS		Email :
--	---------------	--	---------

Services extérieurs et concessionnaires



CHAPITRE II - IMPLANTATION ET CARACTERISTIQUE DU SITE

Caractéristique du site

a) Ouvrages existants

Impact des engins moteurs sur l'emprise chantier

Chaque entreprise devra prendre toutes les précautions pour assurer la portance du sol. Au besoin, des étaielements ou réalisation de platelage seront à prévoir. Une information sur la charge admissible sera à prévoir (zone de déchargement, levage, stockage,)

Réseaux enterrés

Chaque entreprise concernée devra procéder aux demandes de DT/DICT et appliquer les mesures de prévention en tenant compte des préconisations émises par les concessionnaires.

Les intervenants (opérateurs et encadrants) seront formés et titulaires d'une autorisation d'intervention à proximité des réseaux. En cas d'emprise dans le domaine privé ou en exploitation, **l'intervenant** devra récupérer les plans des réseaux et dans la mesure du possible condamner les réseaux et prévoir l'inertage pour les canalisations de gaz).

L'entreprise doit vérifier et confirmer la présence de réseaux et éliminer les doutes en cas de suspicion de réseaux non identifiés :

L'entreprise peut effectuer le repérage des réseaux enterrés par imagerie radar. Cette méthode non destructive permet d'établir un diagnostic des réseaux existants, de maîtriser les risques liés au sous-sol et de valider la mise en place de projet.

En cas de présence de réseaux, l'entreprise doit effectuer le marquage et le piquetage des réseaux connus.

Notons que le Maître d'Ouvrage a signalé lors de la conception du projet, la présence de réseaux traversant la parcelle / réseaux jusqu'en pénétration du bâtiment.

Réseaux existants dans la zone d'intervention

À la charge de

Entretenu par

L'entreprise devra consigner les réseaux électriques, fluides, d'énergies dans la zones de travaux.
La consignation se fera par cadenas ou débranchement physique, **l'entreprise** en charge de l'action remettra à l'ensemble des intervenants (entreprises, Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre et CSPS), **une attestation écrite**.
En cas d'impossibilité de débrancher une source d'énergie cheminant dans la zone travaux, **l'entreprise** prévoir un marquage tout le long du cheminement.

Lot 01

b) L'environnement du chantier

Le projet est mitoyen avec un site en activité

À la charge de

Entretenu par

Le chantier prendra les contraintes de fonctionnement des installations (horaire de livraison / critique, nuisances sonore, poussières, ...
Les clôtures seront adaptées pour garantir tous risques de Coactivité ou assurer la stabilité des clôtures.

Lot 01

Site existant en activité pendant les travaux

À la charge de

Entretenu par

Le site en activité devra être isolé du chantier pour empêcher tous risques de coactivité.

Lot 01

c) Matériaux dangereux

Repérage amiante avant travaux / démolition partielle ou totale	À la charge de
Le rapport de repérage sous la référence 106998 INRAE A de la société EXIM est joint au dossier de consultation des entreprises. La conclusion du repérage indique des matériaux contenant de l'amiante	Maitre d'ouvrage
Afin d'éviter tout litige, nous demandons d'organiser une réunion avec le diagnostiqueur afin de définir l'étendu du repérage à mener selon le programme travaux	Maitre d'oeuvre
Nous rappelons la nécessité de réaliser les évaluations visuelles avant et après déconfinement, puis de réaliser les mesures d'air dites de restitution des locaux avant l'arrivée des occupants.	Lot 01
Repérage plomb avant travaux / démolition partielle ou totale	À la charge de
Le rapport de repérage sous la référence 106998 INRAE P de la société EXMI est joint au dossier de consultation des entreprises. La conclusion du repérage indique : la présence de matériaux contenant du plomb.	Maitre d'ouvrage
Afin d'éviter tout litige, nous demandons au Maître d'Œuvre d'organiser une réunion avec le diagnostiqueur afin de définir l'étendu du repérage à mener selon le programme travaux	Maitre d'oeuvre
La réglementation actuelle et la norme NF X46-035 ne fixent pas de valeur seuil quant à la présence de plomb. Il appartient donc aux entreprises de réaliser leur évaluation des risques en se basant sur les résultats des mesures qui lui sont communiqués dans le rapport de diagnostic.	Lot 01
Nous rappelons au Maître d'Ouvrage de vérifier que les travaux ont été réalisés conformément à la notification mentionnée à l'article L. 1334-2 du Code de la santé publique, que les surfaces dégradées renfermant du plomb ont été traitées, que ce plomb n'est plus accessible, qu'il n'y a pas de débris résultant de ces travaux et que la teneur en plomb des poussières au sol des locaux concernés ne dépasse pas le seuil prévu par la réglementation, soient 1 000 µg/m².	Maitre d'ouvrage



CHAPITRE III - MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION DU CHANTIER**Mesures d'organisation et de coordination****a) Mesures générales**

Ordonnancement des travaux	À la charge de	Entretenu par
Le planning travaux a été remis lors de l'établissement du PGC	Maitre d'oeuvre	
Un planning d'exécution des travaux intégrant des délais compatibles à une prévention normale des risques de coactivité	Maitre d'oeuvre	
Plan d'installation de chantier	À la charge de	Entretenu par
L'entreprise présente son plan installation de chantier à soumettre à l'accord du Maître d'Œuvre et du coordonnateur SPS, les éléments à faire apparaître : La signalisation hors chantier, la délimitation du chantier, l'accès/pistes de chantier, Les points en énergies (points d'eau et coffrets électriques), La zone des cantonnements (coupe à prévoir si base vie sur plusieurs niveaux Les voies de circulation Les zones de stationnement, de stockage et les bennes L'implantation des engins de levages (PPM,...)	Lot 01	
Identification du personnel chantier	À la charge de	Entretenu par
Le personnel sera identifié par un badge (casques ou vêtement) spécifique au chantier, il reprendra le nom, prénom et photo du salarié, et le nom de l'entreprise. Seules les personnes autorisées peuvent intervenir sur le chantier, en cas de visite hors du personnel de chantier (direction, fournisseurs, représentants ou autres), elles seront sous la responsabilité ET systématiquement accompagnées par le conducteur de travaux ou le chef de chantier.	Toutes les entreprises	
Toutes personnes intervenant sur le chantier doit justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage.	Toutes les entreprises	
Port de la carte professionnelle	À la charge de	Entretenu par
Le port d'un badge nominatif (CARTE PRO BTP) est obligatoire sur le chantier. Prévoir et veiller à son port apparent par chaque personne intervenant sur le chantier.	Toutes les entreprises	
Utilisation de personnel intérimaire	À la charge de	Entretenu par
Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer: Que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer, Que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré, Que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des EPI et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.	Toutes les entreprises	
Fournisseurs - Livreurs	À la charge de	Entretenu par
Lorsque le maître d'oeuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Il devra préalablement être informé afin d'arriver équipé selon les préconisations demandées sur le site.	Toutes les entreprises	

Si nécessaire, le livret d'accueil lui sera communiqué par son interlocuteur afin d'en avoir pris connaissance en amont.		
Déclaration de sous-traitants	À la charge de	Entretenu par
<p>Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2,41 du CCAG ainsi que l'article 3 de la loi N°75-1334 du 31 décembre 1975. Elle devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) dans le délai réglementaire.</p> <p>L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non respect d'un de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'Ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.</p> <p>En cas de manquement des entreprises et autres compagnies, la responsabilité du MOA ne sera être engagé.</p> <p>Voir document "Demande d'acceptation d'un sous-traitant" en annexe du présent PGC. A transmettre au moins 15 jours avant le démarrage des travaux à la Maitrise d'Œuvre.</p>	Toutes les entreprises	
Intervention en dehors des jours et heures d'ouverture du chantier	À la charge de	Entretenu par
<p>Toute entreprise souhaitant travailler en dehors des périodes d'ouverture du chantier doit en aviser par écrit, au moins une semaine avant, le maître d'ouvrage, le Maître d'Œuvre et le coordonnateur SPS. En cas d'accord de ces derniers, l'entreprise indique dans son PPSPS, qu'elle diffuse au coordonnateur SPS (additif), la nature de l'intervention, les conditions de réalisation, et les mesures particulières qu'elle adopte:</p> <p>Pour que les salariés ne demeurent pas isolés sur le chantier et puissent être rapidement secourus en cas d'accident: nombre d'intervenants, présence de secouriste(s) du travail formés dans l'équipe, consignes d'appel des secours, moyens d'alerte mis à disposition; Afin de répondre à toute contrainte qui lui serait indiquée par le maître d'ouvrage, le Maître d'Œuvre ou le coordonnateur SPS, préalablement à l'intervention</p>	Toutes les entreprises	
Durée chantier	À la charge de	Entretenu par
<p>L'entreprise est tenue d'obtenir les autorisations administratives, dans le cas où celles-ci sont requises.</p> <p>Rappel les horaires du site sont définis de 7H00 à 19h00</p>	Toutes les entreprises	
Emploi de salariés détachés	À la charge de	Entretenu par
<p>Rappel des obligations de l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés sur le territoire français:</p> <p>L'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues aux articles L1262-1 et L1262-2:</p> <p>Adresse une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation; Désigne un représentant de l'entreprise sur le</p>	Toutes les entreprises	

territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnées à l'article L8271-1-2 pendant la durée de la prestation.		
Rappel des obligations du donneur d'ordre ou du maître d'ouvrage:	À la charge de	Entretenu par
<p>Le donneur d'ordre ou la Maître d'Ouvrage qui contracte avec un prestataire de services qui détache des salariés sur le territoire français, vérifie après de ce dernier, avant le début du détachement, qu'il s'est acquitté de ses obligations de déclaration après de l'inspection du travail. Pour cela, le donneur d'ordre ou le Maître d'Ouvrage se fait remettre:</p> <p>Une copie de cette déclaration Une copie du document désignant le représentant chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 (inspection du travail notamment). A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant les documents ci-dessus, le Maître d'Ouvrage ou le donneur d'ordre adresse, dans les 48 heures suivant le détachement, une déclaration à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation, dont le contenu est précisé à l'article R1263-14 du code du travail.</p> <p>Toutes entreprises ou autre compagnies qui auront recours aux emplois, de sous-traitance et de travailleurs détachés devront déclarer et prévenir les instances compétentes (inspection du travail, CARSAT, etc...). Ces entreprises et compagnies, qui ne feront pas ces démarches et déclarations obligatoires, seront seules responsable au vue des autorités compétentes (inspection du travail, CARSAT, Etc...).</p> <p>En cas de manquement des entreprises et autres compagnies la responsabilité du Maître d'Ouvrage ne sera être engagé.</p>	Toutes les entreprises	

b) Fermetures chantier

Clôture de chantier extérieur et signalisation	À la charge de	Entretenu par
<p>Avant toute arrivée d'une entreprise et dès la phase de préparation, les clôtures seront installées en fonction de l'évolution du chantier, l'emprise sera adaptée pour assurer un chantier clos et indépendant.</p> <p>Selon exigences des collectivités et du Maître d'Ouvrage, les clôtures pourront être des panneaux pleins ou des panneaux grillagés sur plots bétons. La clôture sera stabilisée par des connecteurs ou tire pousses.</p>	Lot 01	
<p>La clôture sera soit éclairée, soit équipée d'un dispositif réfléchissant, en cas d'emprise sur le domaine public.</p> <p>Un portail fermant à clefs sera installé pour l'accès des véhicules.</p> <p>L'accès piéton se fera par un portillon indépendant du portail d'entrée des véhicules.</p> <p>Des panneaux annonceurs seront installés à l'extérieur du chantier (chantier interdit au public, canalisation de flux, vitesse, les zone de stockage, le stationnement en marche arrière,)</p>	Lot 01	
Clôture de chantier intérieur et signalisation	À la charge de	Entretenu par
<p>Des cloisons provisoires avec des portes seront installées entre les zones travaux et la zone en exploitation. Un affichage sera installé de chaque côté des cloisons.</p>	Lot 01	

c) Circulations des véhicules



Pour toutes les entreprises : Seuls les véhicules ayant du matériel pourront décharger au plus proche de la zone de travail pour laisser toute aisance aux manutentions et mises en œuvre. Les autres véhicules stationneront sur le parking chantier ou sur le domaine public.	Lot 01	
Voirie de chantier	À la charge de	Entretenu par
En phase préparation et avant intervention du lot Gros Œuvre, réalisation du fond de forme des voies de circulation et des zones de parking. La voie d'accès suffisamment résistante pour le trafic du chantier sera remise en état autant que de besoin pendant toute la durée du chantier sur demande du CSPS ou du Maître d'Œuvre.	Lot 01	

d) Cheminement piétonnier

Circulation horizontale	À la charge de	Entretenu par
<p>Les cheminements piétons débiteront du portail aux installations communes, aux entrées de bâtiments d'une largeur suffisante pour permettre aux entreprises une aisance de passage.</p> <p>L'apport de matériau sera compacté et stabilisé pour éviter les torsions des pieds et risques de chutes.</p> <p>L'entreprise devra son installation, son entretien, les reprofilages, la remise en forme, les éventuels compléments</p>	Lot 01	
<p>Une matérialisation type « piquets – chainettes » sera installée tout le long du cheminement, afin de différencier les zones piétonnes des zones circulables pour les engins / camions.</p> <p>En cas de franchissement (passage de réseau, entrée de bâtiment, fouilles,), des passerelles seront installées. Elles seront pourvues d'un garde-corps de chaque côté.</p> <p>La traversée du personnel se fera par des passages piétons obligés et protégés. Des panneaux annonceurs pourront être mis en place en amont et aval des traversées.</p>	Lot 01	
<p>En cas de traversée du personnel des voies circulées : Les entreprises devront choisir les modes opératoires qui limitent au maximum les traversées de personnel sur les voies circulées. Des consignes spécifiques devront être établies par chaque entreprise.</p>		

e) Nettoyage et évacuation des déchets

Bennes à gravais	À la charge de	Entretenu par
Des bennes à gravais et déchets seront mises en place pour l'ensemble des intervenants du chantier. Les bennes seront remplacées suivant les besoins du chantier.	Lot 01	
Les entreprises qui souhaitent mettre en place des bennes à déchets devront en faire part au Maître d'Œuvre et au coordonnateur pour définir leur emplacement. Les entreprises en assureront le renouvellement autant que nécessaire, et avant que celles-ci ne débordent.	Entreprise concernée	
Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au Maître d'Œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.		
Évacuation des matières dangereuses	À la charge de	Entretenu par



Les matières dangereuses seront amenées à pied d'œuvre au fur et à mesure des besoins, les déchets issus de la mise en œuvre seront évacués au quotidien et traités par les entreprises concernées.

Lot 01

f) Mise en commun des moyens dans le cadre de l'organisation générale

Organisation des approvisionnements	À la charge de	Entretenu par
<p>Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.</p> <p>Préalablement à son intervention, l'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. le plan d'implantation des éventuels appareils de levage nécessaire à son approvisionnement qui lui seraient spécifiques et de ses zones de stockage de matériels et de matériaux qui ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier.</p> <p>Les matériaux seront déposés sur les planchers de chaque niveau et immédiatement distribués sur le niveau, une attention particulière sera apportée sur la surcharge admissible des planchers.</p>	Toutes les entreprises	
Échafaudage	À la charge de	Entretenu par
<p>Pour le montage des échafaudages, condamnation des zones situées dans la zone de chute des matériels en cours d'installation. Toute superposition de tâche est interdite lors de ces interventions spécifiques et pouvant présenter des risques de chute de matériel.</p> <p>La zone de montage ou démontage des échafaudages devra être balisée au moyen d'un dispositif physique, afin de prévenir les risques vis à vis des autres intervenants</p> <p>Un procès-verbal de réception sera établi et signé par l'installateur de l'échafaudage de pied à « Utilisation partagée » et chaque entreprise utilisatrice avant mise à disposition de l'échafaudage.</p> <p>Le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre organiseront avant le démarrage des travaux, une réunion d'harmonisation à laquelle participeront les entreprises concernées. Lors de cette réunion, il sera entre autres soumis aux entreprises le plan de calepinage de l'échafaudage pour examen et validation.</p>	Entreprise concernée	
Protections collectives en toiture	À la charge de	Entretenu par
<p>La prévention des chutes de hauteur est assurée par des garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1m et 1,10 m, et comportant au moins une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps, une main courante et une lisse intermédiaire à mi-hauteur ou par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.</p>	Lot 02	
Usage de nacelles	À la charge de	Entretenu par
<p>L'entreprise utilisatrice devra s'assurer que les conditions climatiques permettent de travailler en toute sécurité (orage, vents violents, gel, températures extrêmes...).</p> <p>L'utilisation de nacelle ne doit être confiée qu'à des agents qualifiés, c'est-à-dire formés et disposant d'une autorisation de conduite. Elle est établie et délivrée au travailleur, par l'employeur, sur la base d'une évaluation effectuée par ce dernier.</p>	Entreprise concernée	

g) Mise en œuvre des protections collectives



Protection en rives de plancher	À la charge de	Entretenu par
Les protections collectives devront être mises en place avant la pose des planchers de façon à assurer la sécurité des travailleurs. La pose des planchers sera étudiée pour que les salariés ne soient jamais exposés à un risque de chute. Dès que le plancher sera posé, l'entreprise mettra en place des garde-corps qui devront assurer les protections collectives	Lot 01	
Protection des trémies et réservations	À la charge de	Entretenu par
Les trémies et réservations seront équipées par des protections provisoires et devront être installées de façon à être suffisamment résistantes (ex : garde-corps), celles-ci devront comporter une lisse supérieure à 1m, une lisse intermédiaire et une plinthe.	Lot 01	

h) Manutention et approvisionnement

Aire de livraison	À la charge de	Entretenu par
Une aire de livraison sera trouvée à l'extérieur du chantier en application des règles administratives en vigueur.	Lot 01	
Chaque entreprise devra mettre en place un guide de manœuvre sera mis en place pour guider les opérations de levage et écarter les autres intervenants de la zone de levage.		

i) Stockage et entreposage

Zone de stockage des matériaux et matériels
<p>Les stockages extérieurs de longue durée sont à éviter pour limiter l'encombrement du chantier, le cas échéant ils se feront sur l'aire de stockage prévue à cet effet.</p> <p>Les zones de stockages de longue durée seront balisées et identifiées par les entreprises utilisatrices.</p> <p>Les approvisionnements à l'avancement de la mise en œuvre seront privilégiés pour éviter des stockages trop importants.</p> <p>Les aires de livraison et stockage seront implantées à plus de 50 m des lignes électriques aériennes, à défaut celles-ci seront mise hors tension.</p> <p>La zone de livraison sera close pour empêcher le passage des autres intervenants.</p>

j) Réseaux de distribution en énergie

Installation de distribution électrique	À la charge de	Entretenu par
<p>L'entreprise doit l'alimentation et la réalisation du tableau général de chantier depuis le branchement électrique sur le réseau public EDF. Le tableau général doit répondre à tous les besoins du chantier et rester en place pour toute la durée des travaux.</p> <p>Depuis le tableau général de chantier, la distribution intérieure de chaque bâtiment se fera par des coffrets sur pied équipés de blocs de PC. Le cheminement des câbles d'alimentation sera privilégié en aérien pour limiter l'encombrement des circulations.</p> <p>Les coffrets de distribution intérieure ne devront pas être distants de plus de 25m de tout point du bâtiment.</p>	Lot 01	



Installation d'éclairage	À la charge de	Entretenu par
L'entreprise assurera l'éclairage provisoire d'ambiance des halls d'entrées, et des communs. Cette installation se fait à l'avancement du gros-œuvre. Ces installations seront complétées d'un éclairage de secours pour parer aux risques de chutes en cas de coupure de courant dans les cages d'escaliers, les halls d'entrées et sous-sols. Chaque entreprise doit son éclairage pour son poste de travail.	Lot 01	
Vérification réglementaire	À la charge de	Entretenu par
Il sera effectué une première vérification après réalisation de l'alimentation électrique du chantier (branchement basse tension, poste de transformation, groupe électrogène...) et de la mise en place de son infrastructure (tableaux principaux de distribution, centrale à béton, grues et autres équipements de travail, pompes, cantonnements...) par un organisme accrédité. Avant le début des travaux des corps d'états secondaires, après la réalisation des alimentations électriques et de l'éclairage de chantier nécessaires pour ces différents corps d'états, il est procédé à une vérification complémentaire par un organisme accrédité.	Lot 01	
Point d'eau et évacuation	À la charge de	Entretenu par
L'entreprise assurera l'alimentation et l'évacuation des installations de chantier ainsi que les points d'eau extérieurs pour les bâtiments. 1 robinet de puisage sur réceptacle sera prévu dans les bâtiments pour les besoins des lots secondaires.	Lot 01	

k) Risques spécifiques

Utilisation de produits dangereux ou à risques
<p>Les produits dangereux seront remplacés par des produits qui ne le sont pas.</p> <p>L'utilisation de produits dangereux ou à risques doit obligatoirement être signalée au maître d'œuvre et au coordonnateur pour prendre les mesures de prévention adaptées.</p> <p>L'entreprise doit fournir la fiche technique du produit employé ainsi que la fiche de sécurité éventuelle.</p> <p>Il appartient à l'entreprise de mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité prescrites par le fabricant pour éviter de générer tout risque d'accident induit par le produit.</p>
Prévention du risque incendie
<p>Aucuns gravats ni déchets de matériaux inflammables ne doivent être stockés sur le chantier.</p> <p>Tous les travaux de soudure et de découpe à la disqueuse seront accompagnés d'un extincteur.</p> <p>A l'issue des travaux de soudure, une veille de surveillance attentive des parties soudées et de leur environnement, sera assurée pour prévenir tous risques de feu couvert. Une vérification des points de soudures sera réalisée avant de quitter le chantier</p> <p>Les travaux par points chauds à réaliser à l'intérieur des locaux existant doit obligatoirement être signalés au maître d'ouvrage pour arrêter les mesures de préventions éventuelles (rédaction d'un permis feu par exemple).</p>



CHAPITRE IV - TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs

Travaux a risques particuliers	Concernés	Traité dans le PGC
de chute de hauteur de plus de 3 mètres	X	X
d'ensevelissement ou d'enlèvement		
Exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale		
de retrait ou de confinement de l'amiante	X	X
Exposant les travailleurs à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée		
Exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension / travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées		
Exposant les travailleurs à un risque de noyade		
Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-oeuvre		
Travaux en plongée appareillée		
Travaux en milieu hyperbare ;		
Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors oeuvre supérieur à 200 mètres cubes		
Travaux comportant l'usage d'explosifs		
Travaux en plongée appareillée		
Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds		
Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour		



CHAPITRE V - MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES

Mesures de coordination par travaux

a) De désamiantage / déplombage

Mesures	À la charge de	Entretenu par
<p>L'entreprise procédera au désamiantage et déplombage selon la réglementation en vigueur.</p> <p>Les travaux ne pourront commencer qu'après validation du plan de retrait pour tous les organismes de prévention.</p> <p>Les PV de mesures libératoires doivent être transmises au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre, au coordonnateur SPS et aux entreprises avant leur intervention dans les zones désamiantées</p>	Lot 01	

b) De démolition / curage

Mesures de démolition	À la charge de	Entretenu par
<p>Avant le démarrage de la démolition, le Maître d'Ouvrage devra remettre à l'entreprise les attestations de confirmation que les réseaux concessionnaires sont neutralisés à l'extérieur du bâtiment.</p>		
<p>L'entreprise ne commencera la démolition qu'après avoir réalisée la mise en sécurité du chantier (soutènement, étaieement, etc....)</p>		

c) De VRD

Protection et passage des riverains	À la charge de	Entretenu par
<p>Les interventions sur le site, entre les travaux de voirie et les accès obligatoires pour les riverains, seront aménagées de façon à garantir toute la sécurité. Des passerelles protégées seront positionnées pour enjamber les tranchées en cours. Tous les regards ou trous sur la chaussée seront clôturés avec de l'éclairage signalétique pour la nuit. Les zones en travaux hors circulation seront balisées. Si la circulation est importante, il pourra être envisagé la mise en place de feux tricolores provisoires.</p>	Lot 01	
<p>Sur les consignes du Maître d'Œuvre, les interventions sur le site, entre les travaux de voirie et les accès obligatoires pour les riverains, seront aménagées de façon à garantir toute la sécurité ainsi que si la circulation est importante, il pourra être envisagé la mise en place de feux tricolores provisoires.</p>	Lot 01	
Intervention en fouille	À la charge de	Entretenu par
<p>La protection collective sera assurée par le remblaiement des fouilles à l'avancement de la pose des réseaux et la pose des tampons définitifs sur les regards à l'avancement</p>	Lot 01	
<p>La circulation piétonne sera assurée par l'installation de passerelles de franchissement sur les fouilles en attente des remblaiements.</p>	Lot 01	
<p>L'entreprise réalisera le balisage des massifs béton avec leurs tiges de fixations en</p>	Lot 01	



attente de pose des équipements : candélabres, barrières ...		
Il sera privilégié la découpe des éléments béton par voie humide pour éviter la production et propagation de fumées et de poussières	Lot 01	
Marquage des réseaux dans l'emprise de l'opération	À la charge de	Entretenu par
L'entreprise devra réaliser, préalablement à tous travaux au niveau d'une zone, un repérage des réseaux existant. Pour les réseaux électriques, prévoir tous les 50m au maximum un panneau précisant le type de risque.	Lot 01	
Intervention à proximité de voie circulée	À la charge de	Entretenu par
Protection individuelle : Le personnel portera obligatoirement un gilet de signalisation de classe 2 ou une tenue entreprise adaptée.	Lot 01	
Circulation de chantier	À la charge de	Entretenu par
La circulation des engins de chantier, le chargement et le déchargement des véhicules de transport, se fera sous le contrôle d'un membre de l'entreprise intéressée.	Lot 01	
Le stationnement des véhicules sur l'emprise publique se fera selon les règles communes.	Lot 01	
La circulation des engins et personnels pour les besoins du chantier est interdite sur la voie publique sauf autorisation des autorités compétentes.	Lot 01	

d) De Fondations

Terrassement de fondations	À la charge de	Entretenu par
Toutes les fouilles en cours de réalisation ou laissées en attente seront balisées par du grillage et des panneaux de clôture pour les fouilles profondes. Toutes les fouilles profondes seront balisées, le coulage des bétons de fondations se fera à l'avancement.	Lot 01	
Protection des armatures	À la charge de	Entretenu par
Les aciers en attente seront protégés par bouchons ou par crosses. Les têtes de pieux seront soit ensevelies avec du tout-venant de la plate-forme soit balisées pour protection des aciers en attente	Lot 01	

e) De gros œuvre

Elévation	À la charge de	Entretenu par
La pose des protections périphériques en tête de murs seront installées avant le démarrage de la réalisation des planchers. Des plateformes de travail utilisées seront conformes et adaptées à son environnement de travail.	Lot 01	
Usage possible d'échafaudage / table à maçon Selon la plateforme de travail choisie, l'entreprise devra s'assurer de la conformité de l'équipement (tables électriques, hydrauliques, vérifications à jour et sans réserve...) Dans le cas d'utilisation d'échafaudages à maçon, le dimensionnement sera adapté	Lot 01	



pour maintenir la protection collective contre la chute de hauteur (face maçonnée), aux charges (demi palettes, mortiers,) et répondre à la réglementation en vigueur. Les intervenants seront formés à la tâche et disposeront de l'ensemble des PV de réception permettant un usage en toute conformité. Important ; aucune modification des protections collectives ne sera tolérée.		
Les escaliers en béton préfabriqués seront privilégiés, leur pose se fera à l'avancement de la réalisation des planchers. En l'absence d'escaliers définitifs, les accès aux planchers se feront par des tours escaliers ou des sapines	Lot 01	
Prévoir concertation avec le lot Terrassements Généraux pour faciliter l'accès des engins à l'arrière des bâtiments pour réaliser les remblaiements (enlèvement consoles de banches, étalements, ...)	Lot 01	
Coffrage - planchers	À la charge de	Entretenu par
La pose des coffrages sera réalisée de manière d'éviter tout risque de chute de l'opérateur. Il convient de vérifier quotidiennement l'état de serrage des étais.	Lot 01	
Les escaliers béton préfabriqués seront posés à l'avancement des dalles pour faciliter l'accès aux planchers. Les protections collectives seront installées à l'avancement	Lot 01	
Incorporation des lots techniques	À la charge de	Entretenu par
L'entreprise assurera les accès des entreprises des lots techniques qui ont des incorporations à réaliser dans les planchers et les murs avant coulage du béton. L'entreprise n'acceptera l'intervention des lots techniques que sur autorisation du chef de chantier	Lot 01	
Conception des protections collectives	À la charge de	Entretenu par
Les protections collectives doivent être conçues par l'entreprise de sorte que les travaux puissent toujours se réaliser à l'intérieur des protections collectives jusqu'à ce qu'elles puissent être enlevées.	Lot 01	
Les garde-corps rigides seront privilégiés. Le système consistant à poser des « inserts » au coulage du plancher sera préféré aux pinces traditionnelles.	Lot 01	
Garde-corps provisoires en rive de plancher	À la charge de	Entretenu par
Les garde-corps provisoires sur tous les endroits à risque de chute. Le système consistant à poser des « inserts » (ou autre principe de sécurité équivalente) au coulage sera préféré aux pinces traditionnelles pour : les trémies, les rives de planchers, les balcons, le palier d'arrivée au dernier niveau des cages d'escaliers, les acrotères de toitures.	Lot 01	
Les garde-corps avec montants et tubes métalliques seront privilégiés. Les espacements des montants doivent être adaptés à la longueur des tubes pour assurer la continuité des garde-corps, y compris aux angles.	Lot 01	
Protection des baies en façades	À la charge de	Entretenu par
Les baies en façades avec allège basse ou sans allège seront protégées par des barres fixées entre tableaux (barres extensibles type RETOTUB, ou similaire, ou	Lot 01	

tubes sur platines). Leur position doit permettre la pose des menuiseries extérieures sans enlèvement des protections. A cet effet prévoir la concertation avec le lot Menuiseries Extérieures, notamment pour la pose des cadres en tunnel.		
Entretien et maintien des protections	À la charge de	Entretenu par
Les garde-corps provisoires sont maintenus et entretenus en état par le lot gros œuvre pendant toute la durée de sa présence. Après le départ du lot Gros Œuvre toutes les entreprises doivent en assurer le maintien et l'entretien. En cas de carence, le coordonnateur SPS demandera au Maître d'Œuvre ou au Maître d'Ouvrage d'intervenir auprès de l'entreprise de Gros Œuvre pour remettre en état les protections collectives.	Lot 01	
Prévoir concertation entre le lot en charge de la pose des protections collectives définitives et le lot Gros Œuvre pour le positionnement des garde-corps provisoires, notamment leurs montants, pour que la pose des garde-corps définitifs puisse se faire en présence des provisoires. Les garde-corps provisoires seront déposés à l'avancement de la pose des garde-corps définitifs. En aucun cas la continuité des protections collectives doit être interrompue. L'entreprise ne doit jamais quitter le chantier sans que la pose soit achevée et en laissant des vides entre garde-corps provisoires et définitifs.		
En cas de carence, le coordonnateur SPS demandera au Maître d'Œuvre ou au Maître d'Ouvrage d'intervenir auprès de l'entreprise de Gros Œuvre pour remettre en état les protections collectives.		
Protection des trémies et réservations	À la charge de	Entretenu par
Les trémies et réservations dont l'une des dimensions est supérieure à 0,80 m devront être protégées au moyen de garde-corps. Les autres réservations seront protégées par un panneau bois cloué à la dalle lorsqu'elles ne se trouvent pas dans des circulations et par un dispositif d'obturation arasant le plancher lorsqu'elles sont écartées des murs. Les fosses, regards et caniveaux seront balisés pendant leur exécution.	Lot 01	
Lors des carottages (en dalle ou réservations prévues), l'entreprise devra sécuriser la zone après son intervention	Lot 01	

f) De Charpente

Montage et assemblage de la charpente	À la charge de	Entretenu par
Les assemblages en hauteur se feront à partir de nacelles ou d'échafaudages de pied selon la nature du sol d'intervention	Lot 02	
Le montage de la structure secondaire des façades doit se faire en décalage avec la pose des longrines de soubassement pour éviter la superposition des postes de travail et les risques d'interférences. Les retouches de peinture sur toute la charpente se feront avant de quitter le chantier	Lot 02	

g) Echafaudages

Mise en place	À la charge de	Entretenu par
Les échafaudages seront installés en pied de façade sur un sol nivelé et stabilisé.	Entreprise concernée	



Le montage sera réalisé par du personnel formé et conformément à la notice technique du fabriquant	Entreprise concernée
Les passages d'accès aux bâtiments seront pourvus de platelage pare gravois.	Entreprise concernée
Les garde-corps provisoires des balcons seront laissés en place. En cas de dépose indispensable, les garde-corps seront reposés au démontage de l'échafaudage, la repose sera à faire constater au lot gros-œuvre.	Entreprise concernée
Les plateaux du premier niveau seront pleins, jointifs et fermés jusque contre la façade.	Entreprise concernée
Des pare-gravats jointifs en éventail seront installés dans la hauteur du premier niveau d'échafaudage.	Entreprise concernée
Un filet de protection maille fine sera installé sur l'extérieur de l'échafaudage sur toute la hauteur de celui-ci.	Entreprise concernée
Les garde-corps et les plateaux situés au niveau de l'égout de toit seront pleins et jointifs, les plateaux seront collés à la façade concernées.	Entreprise concernée

h) De menuiseries extérieures

Jointes extérieurs	À la charge de	Entretenu par
Les joints d'étanchéité extérieurs devront toujours être réalisés depuis un échafaudage extérieur.	Lot 03	
La pose des châssis se fera en maintenant les protections collectives. Les châssis seront condamnés (dépose de la poignée, pose d'un étai empêchant l'ouverture).	Lot 03	

i) De plâtrerie

Approvisionnement des plaques de placo	À la charge de	Entretenu par
Tous les approvisionnements doivent se faire sans démontage des protections collectives. L'entreprise prévoira les moyens mécaniques adaptés pour les approvisionnements par les balcons s'il n'est pas prévu de recettes. L'entreprise transmettra ses besoins et moyens en réunion préparatoire organisée par le maître d'oeuvre.	Lot 04	
Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.	Lot 04	

j) Lots techniques

Intervention en toiture	À la charge de	Entretenu par
Les entreprises s'organiseront pour intervenir en présence des protections collectives provisoires ou définitives le cas échéant	Lots techniques	Lots techniques
Pour faciliter les manutentions et en limiter les risques, mise au point à faire avec le maître d'oeuvre, ou l'OPC, et l'entreprise de couverture pour effectuer l'approvisionnement du groupe de ventilation avant la fermeture de la toiture.		
Les incorporations dans les planchers et murs ne se feront que sur demande du lot gros-œuvre. L'accès aux zones d'incorporation ne se fera		



qu'en utilisant les accès aménagés par le lot gros-oeuvre.

Les tuteurs de sorties de fourreaux et réseaux sur dalles seront crossés à leur extrémité pour éviter les risques d'empalement en cas de chute de personne.

Installation des réseaux en plancher	À la charge de	Entretenu par
L'ouverture des trémies et réservations dans les dalles se fera à l'avancement de la pose des réseaux, aucune ouverture anticipée ne sera admise pour éviter les chutes de plain-pied ou de hauteur. Après ouverture, les trémies seront protégées par des plateaux avec tasseaux fixés en sous face pour les maintenir bloqués en pose libre jusqu'à la pose des réseaux pour en éviter tout déplacement involontaire supprimant l'efficacité de la protection.	Lots techniques	Lots techniques
L'installation des réseaux dans les plénums techniques en combles ne se fera qu'après la pose des planchers techniques à la charge du lot Charpente. La pose des réseaux sera privilégiée avant la fermeture des plafonds pour faciliter les manutentions et accès depuis la dalle inférieure avec pont roulant ou plates-formes de travail.	Lots techniques	Lots techniques
Lors des carottages (en dalle ou réservations prévues), l'entreprise devra sécuriser la zone après son intervention	Lots techniques	Lots techniques
Installation des réseaux en combles	À la charge de	Entretenu par
L'installation des réseaux dans les plénums techniques en comble ne se fera qu'après la pose des planchers techniques. La pose des réseaux sera privilégiée avant la fermeture des plafonds pour faciliter les manutentions et accès depuis la dalle inférieure avec pont roulant ou plates-formes de travail.	Lots techniques	Lots techniques

k) Revêtement de sols

Travaux de résine	À la charge de	Entretenu par
La mise en œuvre de chape prête à l'emploi sera privilégiée, la confection sur place est à éviter pour limiter l'encombrement du chantier. En cas de confection sur place, l'atelier sera installé à l'écart des entrées du bâtiment pour éviter l'entrave des accès et la salissure des cheminements. La zone de préparation sera balisée, les sacs de liant seront conditionnés et évacués au quotidien.	Lot 05	
La mise en œuvre de chape prête à l'emploi sera privilégiée, la confection sur place est à éviter pour limiter l'encombrement du chantier.	Lot 05	

CHAPITRE VI - MESURES GENERALES DE SALUBRITE

Mesures générales

a) VRD Primaires

Alimentations énergie, fluides et évacuation	À la charge de	Entretenu par
Tous les réseaux doivent être opérationnels pour la mise en place des installations de cantonnements au démarrage du chantier. Les installations sanitaires doivent pouvoir être raccordées à l'égout. En cas d'impossibilité, une fosse septique à vidanger sera installée, l'accès pour le camion pompe sera prévu.	Maitre d'ouvrage	

b) Installation de chantier

Dimensionnement et caractéristiques	À la charge de	Entretenu par
selon les effectifs prévisibles : l'effectif sera de 5 personnes, l'entreprise en charge des installations veillera à respecter les points suivants :	Lot 01	

Installations de la base vie : Chantier toujours propre et rangé

L'alimentation et le branchement :

- électrique pour toutes les installations dans la base vie sont assurés par le présent lot. Les installations sont mises en place au démarrage du chantier sur la plate-forme de la base vie.
- Le réseau d'eau potable devra être hors gel.

Pour garantir un entretien régulier et soigné, l'entreprise souscrira un contrat avec une entreprise de nettoyage, les frais seront réglés suivant les dispositions des clauses communes du maître d'ouvrage. L'entretien des installations complémentaires est à la charge des entreprises concernées.

Les blocs réfectoires seront munis de l'équipement nécessaire à la conservation et au réchauffement des plats ainsi qu'au lavage de la vaisselle. L'ensemble des installations devra être pourvu d'un moyen de chauffage et être nettoyé quotidiennement. Des extincteurs adaptés seront mis en place (et vérifiés périodiquement) en nombre suffisant dans chaque installation. Les dimensions et équipements des installations seront déterminés en fonction des besoins réels des entreprises :

Vestiaires (hommes et femmes)	0,8 m2/ salarié
Réfectoires	1,5 m2/ salarié
WC (femmes)	1 pour 10 salariés
Urinoirs	1 pour 20 salariés
WC (hommes)	1 pour 20 salariés
Lavabos	1 pour 5 salariés
Douches (hommes et femmes)	1 pour 10 salariés



Installations obligatoires sur les chantiers du BTP

Installations	Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Vestiaire	<p>Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Éclairé Convenablement aéré Chauffé en saison froide Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigu) Nettoyé 1 fois par jour Exempt de tout stockage de produits et matériaux Muni de sièges en nombre suffisant <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Éclairé Chauffé en saison froide Sol et parois facilement nettoyables Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412,149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail Maintenu en état constant de propreté Installations séparées si personnel mixte Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage <p>Vestiaire (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Sièges en nombre suffisant Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> Ininflammables À double compartiment Munies de serrure ou cadenas
Lavabos	<p>Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 orifice pour 10 travailleurs Eau potable Si possible à température réglable Moyens de nettoyage Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire 	<p>Lavabos (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 lavabo pour 10 travailleurs Eau potable Température réglable Moyens de nettoyage Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.
Douches	<p>Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.</p>	
Eau pour la boisson	<p>Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la Boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)</p>	
Cabinets d'aisance, Urinoirs	<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 cabinet et 1 urinoir pour 10 salariés Chasse d'eau Éclairage Chauffage en saison froide Sols et parois imperméables et facilement nettoyables Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau Papier hygiénique Installations séparées en cas de personnel mixte 	

Installations	Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois		Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Réfectoire	Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> • Tables et chaises en nombre suffisant • Réchaud • Garde-manger • Réfrigérateur si possible • Maintien en état constant de propreté (*) voir note de bas de page		<p>Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tables et chaises • Réchaud • Garde-manger • Réfrigérateur si possible • Maintien en état constant de propreté <p>Si 25 travailleurs au moins prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tables et chaises en nombre suffisant • Réchaud • Réfrigérateur • 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers • Nettoyage du local et des équipements après chaque repas
	Premiers secours	Boîte de secours	Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).
		Secouristes	Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).

(*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).

Armoire sécurité sur chantier

Dans l'armoire chantier on pourra trouver :

Dans un dossier :

- La déclaration d'ouverture du chantier
- Une copie du PGC
- Les copies des PPSPS
- Copie de la déclaration préalable
- « Le registre d'observation » doit être mis à disposition des travailleurs, des organismes de contrôle qui pourraient formuler les observations et les mises en demeure éventuelles.

Obligation des entreprises :

- Livret d'accueil d'un nouveau salarié ou intérimaire
- Rapport de vérification (de conformité) de tous les engins
- Autorisation de conduite par l'employeur ou et CACES
- Chaque entreprise doit posséder une trousse de secours complète avec une liste de son contenu et la date de renouvellement des produits
- Dans le PPSPS, il doit être mentionné la situation de cette trousse sur le chantier.
- Chaque entreprise doit posséder un moyen de lutte contre l'incendie. Sur chaque extincteur, on pourra trouver la date d'achat, la date du dernier contrôle, la nature de l'extincteur.

Affiché :

- Le planning des opérations
- Les horaires de travail
- Les numéros en cas d'urgence
- Le Plan des installations de chantier
- Liste de tous les interlocuteurs (maître d'ouvrage, maître d'œuvre etc...)
- La liste des Entreprises
- La liste des personnes autorisées à accéder au chantier en mentionnant le ou les secouristes et la personne qui possède le téléphone portable.

A disposition des visiteurs :

- Un casque de chantier
- Une protection anti-bruit.
- Logistique

Travail de nuit ou période hivernale

L'entrepreneur n'est pas autorisé à travailler la nuit, exception faite des travaux qui pourraient être réalisés que de nuit en raison des restrictions de circulation qu'ils imposeraient. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) précisera pour chaque marché de travaux ou de fournitures, tous les horaires de chantier.

Ces travaux sont pour chaque marché de travaux :

- Mise en place ou enlèvement de la signalisation et des dispositifs de sécurité au démarrage et en fin de chaque chantier, ou lors des changements de phases de travaux
- Travaux spécifiques d'ouvrages d'art nécessitant une interruption momentanée de circulation par exemple
- Travaux de raccordement de chaussées et équipements à l'existant
- Pose ou dépose des équipements
- Travaux de finitions.

L'entrepreneur peut travailler la nuit ainsi qu'en horaires allongés, sous réserve de déclarations préalable à l'Inspection du Travail et d'en informer le Coordonnateur SPS.

Pour le cas des travaux effectués de nuit sur les lieux de travail, l'entrepreneur titulaire devra assurer un éclairage artificiel des zones où sont effectués des travaux et des zones extérieures de circulation des travailleurs.



Les niveaux d'éclairage ne devront pas être inférieurs aux valeurs indiquées ci- dessous (liste non exhaustive) :

- Eclairage de la zone de travaux 30 Lux
- Postes de travail permanents fixes 200 Lux
- Postes de travail permanents itinérants 40 Lux
- Zones et voies de circulation des piétons 30 Lux
- Postes de travail avec usage de machine dangereuse 300 Lux (scie, tronçonneuse, meule, etc...)
- Zones et aires de chargement ou de déchargement de 40 Lux matériaux (déblais, dépôts, etc....).



CHAPITRE VII - ORGANISATION DES SECOURS

Moyens d'alerte

Téléphone

Les numéros de téléphones d'urgence ainsi que les consignes d'appel des secours sont à afficher dans le bureau de chantier. Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 pour les téléphones mobiles.

Dans le cas d'impossibilité de mise en service d'un téléphone fixe, au-moins une personne de chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.

Consigne de sécurité

Les consignes de sécurité de chaque entreprise seront précisées dans les PPSPS. Les entreprises préciseront si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes. En cas d'accident :- les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail (DIRECCTE), l'O.P.P.B.T.P et le coordonnateur sécurité.

Les consignes spécifiques du site (chantier en site occupé) doivent être transmises à toutes les entreprises par le maître d'ouvrage et intégrées au PPSPS des entreprises.

Moyens de secours

Sauveteurs secouristes du travail

Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.

Les numéros de téléphones d'urgence ainsi que les consignes d'appel des secours sont à afficher dans le bureau de chantier. Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 pour les téléphones mobiles.

Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.

Une trousse de secours commune, mise à disposition par le lot principal, sera laissée dans la salle de réunion.

Cette fiche est à compléter et doit être affichée par l'entreprise en charge des installations communes

EN CAS D'ACCIDENT

Appel 18 ou 112 (Portable)

ICI CHANTIER : 45_ARDON_INRAE_AMENAGEMENT LABORATOIRE BATIMENT
EXISTANT_SPS
2163 avenue de la pomme de pin
45075 ORLEANS

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT	Par exemple : Eboulement, Asphyxie, Chute... Et la position du blessé : "le blessé est sur le toit, il est au sol / dans une fouille ..." Et s'il y a nécessité de dégagement
SIGNELEZ LE NOMBRE DES BLESSES ET LEUR ÉTAT	Par exemple : "trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas"
FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS	Envoyez quelqu'un à ce point pour guider le secours
NE PAS RACCROCHER LE PREMIER	Faites répéter le message

A PRÉVENIR

Organisme	Coordonnées
CARSAT CENTRE	Tel : 02 38 79 70 00
OPPBTP CENTRE	Tel : 02 38 83 60 21
DREETS	Tel :

NUMÉROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

Secours	Coordonnées
CENTRE ANTI POISON	Tel : 04 72 11 69 11
POLICE	Tel : 17
SAMU	Tel : 15
Service Département d'incendie et de secours	Tel : 18
Centre Hospitalier Régional D'orléans Hôpital de La Source	Tel : 02 38 51 44 44

Docteur Pierre GARCIA Le plus proche	Adresse : 14, allée Pierre BEREGOVY 45100 ORLEANS	Tél : 02 38 63 21 22
La source ophtalmologie Le plus proche	Adresse : 14, avenue de l'hôpital 45067 ORLEANS	Tél : 02 38 74 43 77



AFFICHAGE PERMANENT SUR CHANTIER



CHAPITRE VIII - MODALITÉ DE COOPÉRATION ; ARTICLE R 4532-6

• Préambule

Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 30 jours avant intervention (ou 8 jours dans certains cas) en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.

Dès l'acceptation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur les coordonnées des entreprises agréées.

Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.

Afin de mieux appréhender l'opération, il sera demandé à chaque entreprise de désigner une personne référente pour assurer et faire respecter les règles de sécurité sur cette opération car l'intervention du coordonnateur ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité de santé vis-à-vis du personnel des entreprises.

Pour cela une inspection commune sera réalisée avant chaque intervention sur le chantier avec l'entreprise quel que soit son rang.

les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.

En cas de présence de personnel étranger ne parlant pas ou parlant mal le français : personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.

Le contenu du PPSPS de chaque entreprise devra comporter au moins 4 rubriques et cela pour répondre à la réglementation.

1. Enseignements généraux,
2. Disposition en matière de secours et d'évacuation,
3. Conditions de travail et des locaux destinés au personnel,
4. Disposition de sécurité et de protections de la santé.

Il sera demandé également que le PPSPS soit spécifique à l'affaire et comporte notamment des modes opératoires en fonction des tâches à réaliser.

En ce qui concerne la sous traitance, la déclaration devra être réalisée dans les temps réglementaires. Le coordonnateur SPS ne doit pas être mis devant le fait accompli. Idem pour les travailleurs indépendants.

RAPPEL : le maître d'ouvrage doit assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission.

Tâches	Mesures de coordinations à la charge de chaque entreprise.
Contenu et rôle du PPSPS	<p>Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise intervenante (titulaire, cotraitant ou sous-traitant) doit remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. (PPSPS) Voir Mémo pratique de l'OPPBTP en annexe.</p> <p>Rôle du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)</p> <p>Le PPSPS devra être conforme aux dispositions de l'article R 4532-63, R 4532-66 à 74 du code du travail.</p> <p>Le PPSPS est un outil de travail du chantier. Il indique de manière détaillée toutes les dispositions et toutes les mesures relatives à la sécurité et à la protection de la santé des personnes pour tous les travaux que l'entrepreneur va exécuter. Il doit être établi, en tenant compte des données générales et particulières contenues dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Plan Général de Coordination SPS, • Les pièces contractuelles du marché, <p>Chaque procédure d'exécution contiendra un chapitre sur la sécurité. Il identifiera les risques encourus pour réaliser la tâche et les moyens pour se protéger. Toutes décisions de changements de méthode dans la réalisation d'une tâche doivent être accompagnées d'une nouvelle procédure d'exécution et d'un additif au PPSPS. Ces documents devront être validés par le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.</p>
Diffusion du PPSPS	<p>Le PPSPS doit être conforme aux articles R.4532-56 à 74</p> <p>L'entrepreneur dispose de trente jours à compter de la notification du marché par le Maître de l'Ouvrage pour établir et remettre leur PPSPS au Coordonnateur SPS.</p> <p>Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé peut être consulté pour avis, avant toute intervention sur le chantier, par le médecin du travail ainsi que par les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (ou, à défaut, les délégués du personnel) de l'entreprise.</p> <p>L'entrepreneur chargé du marché principal de travaux, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers adresse aux organismes officiels de prévention (Inspecteur du Travail, CRAM, OPPBTP), avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé auquel sont joints les avis cités ci-dessus, s'ils ont déjà été donnés.</p> <p>Dans le cas contraire ces avis seront transmis par l'entrepreneur dès qu'il en est saisi.</p>
Evolution du PPSPS	<p>Un exemplaire à jour du plan particulier de sécurité et de protection de la santé est tenu en permanence sur le chantier. Cet exemplaire peut être consulté par les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, l'inspecteur du travail, le représentant du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et l'agent du comité de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.</p> <p>Au cours du déroulement du chantier, certaines mesures initialement prévues par l'entrepreneur peuvent s'avérer insuffisantes, inapplicables ou remplaçables par d'autres mesures. Dans ce cas, l'entrepreneur devra indiquer dans un additif à son PPS, les dispositions de sécurité d'une efficacité au moins équivalente qui seront mises en œuvre. Ces substitutions seront portées à la connaissance du Coordonnateur SPS ainsi qu'aux autres destinataires du PPS (organismes de prévention, utilisateurs, etc...).</p>

<p>Sous-traitant</p>	<p>L'entrepreneur qui fait exécuter en tout ou partie, le contrat conclu avec le Maître de l'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, remet à ceux-ci un exemplaire du Plan Général de Coordination et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la Sécurité et la Santé des travailleurs. L'entrepreneur communique au coordonnateur SPS la liste des tâches qu'il envisage de sous-traiter et les coordonnées des entreprises retenues de façon à ce qu'elles soient convoquées à l'inspection commune.</p> <p>Le sous-traitant est tenu d'établir un PPSPS quelle que soit la nature, l'importance et la durée de son intervention.</p> <p>Un PPSPS simplifié sera admis dans certains cas pour des travaux simples et / ou de faible importance.</p> <p>Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration de son PPSPS des informations fournies par l'entrepreneur ainsi que des dispositions contenues dans le PGC.</p> <p>Le sous-traitant doit être connu assez tôt pour disposer d'un délai suffisant à l'élaboration de son PPSPS.</p>
<p>Emploi du personnel intérimaire</p>	<p>Les entreprises employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné, en particulier le travail en hauteur et le port de charges lourdes) • L'intéressé est en règle au point de vue du cadre du travail et de séjour, • Le personnel a subi la formation de la sécurité, • Le personnel intérimaire justifiera des pièces de contrôle sous le nom de l'entreprise utilisatrice.



CHAPITRE IX - ANNEXES

- **Liste des annexes**
-

Liste des entreprises dès que retenues

Trame du PPSPS (sur demande)

